

[Traduction]

### LES CRUES

#### L'ÉTUDE DU PROJET DE RÉGULARISATION DES CRUES DANS LA RÉGION DE MONTRÉAL

**M. Hal Herbert (Vaudreuil):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Environnement. Peut-il nous dire quand sera terminé l'étude entreprise en 1974 conjointement par son prédécesseur et le ministre du gouvernement du Québec sur les moyens à prendre concernant la crue de la Rivière-des-Prairies et du lac des Deux-Montagnes pour réduire les dommages causés par l'inondation survenue encore cette année?

[Français]

**L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Environnement):** Monsieur l'Orateur, l'engagement qu'avait alors pris le ministre de l'Environnement a été respecté. D'ici une couple de semaines, je devrais recevoir un rapport temporaire, et au mois de juin nous recevrons le rapport officiel sur l'étude qui a été faite sur les inondations dans la région de Montréal et des rivières adjacentes.

\* \* \*

### LA MAIN-D'ŒUVRE

#### LA POSSIBILITÉ DE RENOUELER CERTAINS PROJETS DU PIL—RÉPARTITION DES CRÉDITS

**M. Léonel Beaudoin (Richmond):** Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration.

La grande majorité des députés reconnaissent la valeur du Programme d'initiatives locales et les effets bénéfiques que les projets provoquent, surtout pour aider à faire baisser le taux de chômage durant les périodes difficiles de l'année. La circonscription de Richmond profite de ce programme et l'apprécie beaucoup.

Au sujet de ces projets d'Initiatives locales, le ministre peut-il donner à la Chambre l'assurance qu'ils seront renouvelés pour l'année 1976-1977, et dans l'affirmative, le ministre peut-il dire si le budget accordé sera aussi important que celui de l'an dernier?

[Traduction]

**L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration):** Monsieur l'Orateur, la décision annoncée à la Chambre en décembre, je crois, n'a pas été modifiée, en ce sens que le budget de 1976-1977 sera toujours de 100 millions de dollars au titre d'un programme qui subira peut-être quelques transformations, mais qui sera essentiellement le même que le Programme d'initiatives locales et qui poursuivra les mêmes objectifs.

[Français]

**M. Beaudoin:** Monsieur le président, je désire poser une question supplémentaire.

Le ministre est-il en mesure de dire actuellement sur quels critères ou sur quelles normes générales, le gouvernement va se baser pour répartir le budget du Programme d'initiatives locales entre les diverses régions du pays?

[Traduction]

**M. Andras:** Monsieur l'Orateur, la formule de répartition des crédits est rendue publique depuis plusieurs années.

### Questions orales

Elle vise essentiellement et de plus en plus les régions aux prises avec un taux de chômage élevé. C'était notre intention lorsque nous avons conçu la formule pour l'hiver de 1976-1977.

\* \* \*

● (1450)

### LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

#### CAMBODGE—LES RUMEURS DE VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME—L'OPPORTUNITÉ D'UN RETRAIT DE L'AIDE DU CANADA

**M. Howard Johnston (Okanagan-Kootenay):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le ministre a-t-il reçu d'autres renseignements de la Thaïlande ou des Nations Unies à l'égard de la situation terriblement agitée au Cambodge qui a fait l'objet de plusieurs questions à la Chambre ces dernières semaines?

**L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, il est actuellement très difficile d'obtenir des renseignements dignes de foi du Cambodge à l'égard de violations des droits de l'homme. Comme je l'ai déjà répondu, cette question nous préoccupe. Le député ne l'ignore sans doute pas, il existe une sous-commission des Nations Unies sur la discrimination et la protection des minorités qui est chargée de surveiller cette situation, mais cet organisme prend l'affaire en main uniquement lorsqu'il reçoit des rapports d'individus ou de groupes qui ont des renseignements directs et dignes de foi au sujet de violations des droits de l'homme.

**M. Johnston:** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire. Étant donné que le gouvernement cambodgien semble avoir rejeté notre pays et qu'il a changé du jour au lendemain de chef d'État, et compte tenu des nouvelles émanant du Cambodge, le Canada songe-t-il à retirer son aide au régime des Khmers rouges pour manifester sa désapprobation?

**M. MacEachen:** Monsieur l'Orateur, la réponse est que nous ne fournissons aucune aide humanitaire ou autre à ce pays.

\* \* \*

### LE NORD CANADIEN

#### L'OCTROI DE PERMIS POUR LE FORAGE PÉTROLIER DANS LES TERRES DES AUTOCHTONES—DEMANDE D'EXPLICATIONS

**M. Wally Firth (Territoires du Nord-Ouest):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. On a annoncé aujourd'hui que 68 nouveaux permis avaient été délivrés pour des terres autochtones des Territoires du Nord-Ouest couvrant 12 millions d'acres, ce qui représente une augmentation de 375 p. 100 par rapport aux 18 permis de l'année dernière. Le ministre peut-il confirmer ou démentir la nouvelle et nous dire pourquoi il n'a pas—je répète, il n'a pas—consulté l'Inuit Tapirisat avant de délivrer ces permis, comme on l'avait promis aux Inuit quand ils ont fait des instances au cabinet le 27 février dernier?